

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Palestine

Manipulation de l'opinion et dossier

N° 583 du 29.06.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

1 Médias/Vidéos

1-1 Rudi Barnet : Comment écrire un article sur la « réalité » israélo-palestinienne.

1-2 Vidéo : Yes, We come.

1-3 Vidéo : États-Unis : Netanyahu interpellé par une militante antisioniste juive.

1-4 Vidéo AVOST FR : Voilà comment la démocratie 'sioniste' traite les juifs justes !

1-5 The Promise (Le Serment)

1-6 Livre: Handala ou l'emblème de la révolte palestinienne.

2 Les brèves

2-1 La bande de Gaza est plus près que jamais d'une catastrophe sanitaire.

2-2 Rabbin David Weiss : "Israël est l'exemple flagrant du terrorisme dans le monde".

2-3 Droits de l'homme palestinien : Si l'occupation dépasse les limites avec les prisonniers, cela fera exploser les prisons.

3 Dossier

3-1 Wikileaks : Offensive israélienne contre Gaza à l'hiver 2008/09 : les Etats-Unis voulaient bloquer l'enquête de l'Onu.

3-2 Ziad Medoukh : Et les civils de Gaza, qui les protège ?

3-3 Mehdi Dares - Nazem Roya : Les guerres secrètes de l'alliance saoudo-israélienne.

3-4 Natasha Mozgovaya* et l'agence Reuters : D'anciens officiers israéliens de haut rang esquissent une nouvelle initiative de paix.

4 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

4-1 La solution Friedman!

4-2 Gilad Atzmon : Le Mur.

4-3 Silvia Cattori - Entretien avec Giorgio S. Frankel : 'Israël ne cédera jamais les territoires occupés'.

4-4 Le PCL appelle à aller plus avant...

Contre le régime confessionnel

Tiré à part

1 Médias/Vidéos

1-1 Rudi Barnet : Comment écrire un article sur la « réalité » israélo-palestinienne.

Dans cette période troublée où le journaliste doit manifester la plus grande prudence dans le compte-rendu des événements du Moyen-Orient et éviter de choquer l'opinion publique, il est bon de rappeler quelques principes et règles qui permettront de parer aux critiques.

Correctement appliquées, les préceptes et conseils ci-dessous vous éviteront d'être accusé d'opinion tendancieuse.

Pense-bête à l'usage du journaliste chargé du Moyen-Orient

- Ne jamais oublier que ce sont toujours les Arabes qui attaquent ; Israël ne fait que se défendre et agit toujours en représailles.

- Quand l'armée israélienne tue des civils arabes, c'est toujours en état de **légitime défense**. Quand des civils israéliens sont tués, cela s'appelle du **terrorisme**

- Les Israéliens n'enlèvent pas les civils palestiniens, ils les **capturent**.

Toujours mentionner les nécessités de **sécurité** pour expliquer ces captures.

- Inversement, les Palestiniens et Libanais ne sont pas habilités à capturer des militaires israéliens ! S'ils le font, le qualificatif à utiliser est **enlèvement**.

- Il n'est pas convenable de mentionner le nombre prisonniers palestiniens (11.000, dont 300 enfants) capturés actuellement. Si, malgré tout, vous devez en faire état, qualifiez-les de **terroristes** ou **supposés terroristes**.

- Utilisez le moins possible le terme **Palestinien** et préférez **Arabe**, terme officiel du gouvernement israélien pour désigner les habitants non-juifs des deux territoires.

- Quand vous mentionnez le "Hezbollah", toujours ajouter l'expression **soutenu par la Syrie et l'Iran**.

Mais quand vous parlez d'Israël, il est superflu d'ajouter **soutenu par les USA et l'Europe**. On pourrait croire qu'il s'agit d'un conflit déséquilibré.

- Ne pas utiliser le terme "territoires occupés" mais **territoires contestés**. A ce propos, il est aussi préférable de dire **Judée-Samarie** plutôt que **Cisjordanie**.

- Ne jamais rappeler les diverses résolutions de l'ONU ou conventions de Genève défavorables à Israël. Idem pour les condamnations par la Cour de Justice de La Haye... Cela risque de perturber le lecteur, téléspectateur ou auditeur.

- Il est préférable de ne pas dire **armée israélienne**, mais d'utiliser la qualification plus sympathique de **Tsahal**.

- Il est de bon ton de laisser entendre que le "Hamas" est un groupe terroriste qui ne reconnaît pas l'Etat d'Israël (**ces Islamistes qui ne veulent pas la Paix** est un commentaire bienvenu).

Surtout, ne faire aucune mention de la reconnaissance faite en 2002.

- Il n'est pas indiqué de signaler qu'Israël a toujours refusé de fixer ses frontières et ne reconnaît pas la Palestine.

- Le mot **colonies** doit être écarté dans vos textes, parlez plutôt d'**implantations**.

- Afin d'affirmer la **symétrie du conflit**, ne jamais évoquer l'expansionnisme israélien mais toujours parler de deux peuples se disputant un territoire.

- Au cas où vous devriez évoquer les projets de développement nucléaire de l'Iran, il n'est pas utile d'insister sur l'arsenal nucléaire militaire israélien... Et surtout pas de signaler que c'est la 6^{ème} puissance mondiale dans ce domaine.

- Quand vous devez faire état du refus palestinien d'accepter les conditions israéliennes pour l'arrêt des hostilités, toujours ajouter que "Israël considère qu'il n'a plus de partenaire pour le processus de paix"... Si possible sur un ton de regret.

- Si vous êtes appelé à citer le "mur de séparation", ne jamais mentionner qu'il a été établi sur des terres palestiniennes annexées, mais toujours mentionner que ce mur a été **érigé pour arrêter les attentats terroristes**... Et éviter surtout de citer la condamnation du "Tribunal International de Justice" exigeant son démantèlement.

- Concernant les opposants à Israël, ne jamais utiliser les mots **résistants** ou **militants**... Toujours parler d'**activistes**. Même s'ils manifestent seulement pour la paix, ils doivent être qualifiés de **pro-palestiniens**.

- Au cas où vous seriez amené à reparler de "Plomb Durci", toujours reprendre la thèse israélienne : c'est le Hamas qui a rompu la trêve (ajoutez "unilatéralement" pour une meilleure compréhension)... et qu'Israël avait mis les Palestiniens en garde avant les bombardements (inutile de citer les bombes au phosphore).

- En cas de nouvelle opération visant à briser le blocus de Gaza, utilisez des expressions telles "cette flottille de **soi-disant pacifistes**" ou "acte de **provocation**"... et surtout évitez les commentaires du style "blocus illégal d'Israël, condamné par l'ONU".

- Si vous en avez l'occasion, affirmez qu'Israël est la seule démocratie du Moyen-Orient. Evitez, évidemment, d'ajouter que cette qualité ne concerne que la population blanche et juive du pays.

- Ne faites aucune critique de la volonté du gouvernement actuel de transformer le terme Israël en **Etat Juif**, excluant de facto les 20% de musulmans de la population. Toujours éviter la référence religieuse à ce propos.

- Les Israéliens parlant mieux le français que les Arabes, donnez-leur souvent la parole. Ils peuvent mieux nous expliquer les règles précédentes et vous affirmerez ainsi votre neutralité journalistique.

Note Importante

Au cas où certains de vos collègues contreviendraient aux règles ci-dessus, prière d'en aviser les responsables de votre media. C'est un devoir citoyen de signaler ces dérives antisémites.

Rudi Barnet

<http://www.michelcollon.info/Comment-ecrire-un-article-sur-la.html>

1-2 Vidéo : Yes, We come.

Avec le boycott BDS contre la politique d'Israël et la Flotille qui se prépare pour s'opposer au siège de Gaza, la mission du 8 juillet 2011 de centaines de personnes, rendant visite en Cisjordanie aux associations et mouvements palestiniens, illustre l'enjeu de la solidarité internationale des peuples envers la Palestine et notre devoir d'y être impliqué.

Ce clip survole toute la situation actuelle des Palestiniens avec les témoignages de Lubna Marsawa de Jérusalem qui était sur le Mavi Marmara lors de la précédente flotille, de Ronnie Barkan (Anarchistes contre le mur) de Tel Aviv, de Tariq Ramadan et d'autres internationaux solidaires.

Il appelle à les rejoindre et à participer, de fait, à leur résistance.

Source: foumonde.inf

(français)

LIEN DE LA VIDEO : <http://bienvenuepalestine.com:80/WordPress/?p=583>

1-3 Vidéo : États-Unis : Netanyahu interpellé par une militante antisioniste juive.

LIEN DE LA VIDEO

:http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=5oFkPqUzAoY#at=22

1-4 Vidéo AVOST FR : Voilà comment la démocratie 'sioniste' traite les juifs justes !

Voilà comment sont traités les juifs qui viennent prêter secours aux Palestiniens. Voilà la démocratie sioniste. Que les sionistes ne viennent pas nous bassiner avec leur démocratie car on sait exactement à quoi s'en tenir. Leurs cranes rasés, leurs uniformes et leurs méthodes ne font que nous rappeler une époque que l'on dit révolue, mais qui, hélas, ne l'est pas. Sionistes ! Vous paierez bientôt vos crimes et vos forfaitures. Et comme les pharisiens ont fait crucifier Yeshoua, vos sbires crucifient les juifs qui luttent pour que la Justice soit rendue aux Palestiniens. Nous avons ici la preuve que cet Etat est bien celui des sionistes et en aucun cas celui des juifs. Ils se servent des juifs pour accomplir le Plan du Nouvel Ordre Mondial, s'accaparer de toute la Palestine et de Jérusalem. Mais la Terre va se charger de les ramener à une cruelle réalité : ils n'auront ni l'une ni l'autre. Voilà votre avenir, sionistes !

Pendant les manifestations racistes et illégales des colons juifs à Jérusalem Est, revendiquant le droit d'en chasser tous les Palestiniens, un jeune juif américain exprime son désaccord avec la politique israélienne et celle des Etats-Unis. Voir comment il se fait alors brutaliser et embarquer par la police israélienne. Quand on sait que BHL écrit que le boycott d'Israël est "une saloperie" parce qu'Israël est "le seul pays du Moyen-orient où juifs et arabes jouissent de la liberté d'expression", on se demande qui donne dans la "saloperie".

LIEN DE LA VIDEO

http://www.youtube.com/watch?v=w6cEJv_AGyQ&feature=player_embedded

1-5 The Promise (Le Serment)

Une fiction en 4 parties de 90 minutes

Ecrite et réalisée par Peter Kosminsky

Produite par Daybreak Pictures Traduction : Dominique Muselet

Le film dérange

[visionner cette video](#)

THE PROMISE - VIDEO 1 - CLAUDE GOASGUEN

<http://www.youtube.com/watch?v=s1ApLZYPzGQ>

Critique : du film : The Promise (Le Serment)

Critique :

The Promise : entre passé et présent au cœur du conflit israélo-palestinien (série complète)

Erin Matthews se rend en Israël pour accompagner sa meilleure amie Eliza qui doit faire son service militaire.

Dans ses bagages, elle a emporté le journal de son grand-père qui était soldat sur place pendant le mandat britannique sur la Palestine. À travers son histoire, Erin apprend à connaître le conflit israélo-palestinien qui perdure encore ...

Peter Kosminsky s'était déjà penché sur un bout d'histoire douloureux avec Warriors, et, à sa façon, The Promise poursuit dans ce sens. Un parallèle qu'il n'est pas gratuit de faire vu que c'est après avoir regardé Warriors qu'un ancien soldat ayant servi en Palestine a écrit au scénariste-réalisateur et lui a suggéré de se pencher sur le mandat britannique sur la Palestine. C'est là que l'histoire de The Promise a commencé – en tout cas, le travail de recherches.

Cela nous mène en tout cas à Erin Matthews, incarnée par Claire Foy, jeune anglaise dont le grand-père qu'elle ne connaît pas est mourant. Elle retrouve dans ses affaires le journal qu'il tenait à l'époque où il se trouvait en Palestine, au moment même où sa meilleure amie britannico-israélienne lui demande de l'accompagner en Israël pour la soutenir, car elle va commencer son service militaire

L'histoire du sergent Leonard Matthews – ou Len, interprété par Christian Cooke – débute alors vers la fin de

1946, après avoir eu le droit à des images pour signifier la fin de la Seconde Guerre mondiale. De là, Len est notre passeport au cœur de cette opposition entre Juifs et Arabes, devant obéir aux ordres, mais se retrouvant clairement impliqué émotionnellement dans le conflit – par amour et par amitié.

The Promise joue donc avec son concept temporel, reliant les deux époques et histoires à travers un procédé narratif et visuel qui ne va pas se révéler continuellement concluant. La série laisse la place à toutes les opinions pour s'exprimer, utilisant l'histoire de Len pour nous mener à celle d'Erin. Mais, les parallèles et les discours ne seront pas toujours à la hauteur de la sensibilité que le sujet réclame, se dotant d'une forme pédagogique qui se montre parfois agaçante.

Il faut aussi dire que Kominsky a fait d'Erin une jeune femme qui n'a au départ pas d'opinions, ce qui est tout à fait légitime, mais qui paraît aussi parfois ne pas comprendre juste pour pousser quelqu'un à lui expliquer. Le fait est que ses motivations lui sont pendant un moment inconnues et à nous aussi, l'absence de lien avec son grand-père rendant au départ son implication trop imperméable pour être véritablement saisie. Il faudra un peu trop attendre pour comprendre ce qu'elle cherche sur ces terres, alors que c'est pourtant là qu'Erin parviendra à trouver la force nécessaire – et ainsi, permettre à son propre récit de gagner en intensité. Malheureusement aussi, Erin servira de véhicule pour tout passer en revue, ce qui jouera continuellement sur le cheminement qu'elle fait de façon beaucoup trop calculée.

À la différence d'Erin, Len est plongé dans une situation qu'il ne maîtrise pas complètement, mais cela ne l'empêche pas de saisir les tenants et aboutissants. Il est alors plus aisé de connecter avec le personnage et son histoire, à travers les idéaux et les valeurs qu'ils incarnent. Pris par son devoir, mais aussi par ses propres convictions, Len permet une véritable immersion dans l'histoire à un moment majeur où il est difficile au final de ne pas ressentir la culpabilité et l'hostilité qui finissent par s'installer.

Il est alors difficile de passer outre le fait que le présent affaiblit épisodiquement la série, trouvant dès le départ sa puissance émotionnelle avec Len. The Promise a la volonté de couvrir une longue période de l'histoire de ce conflit, et le travail était beaucoup trop important sur la durée impartie (4 épisodes pour un total d'approximativement 6 heures). La série n'en demeure pas moins une œuvre suffisamment forte et prenante, autour d'un sujet compliqué et délicat qui mérite assurément d'être exploré, et par extension, d'être regardé.

La série est disponible en DVD sur Amazon (sortie 12 avril).

<http://www.canalplus.fr/c-series/pid3740-c-le-serment.html?vid=438301>

<http://www.canalplus.fr/c-series/pid3740-c-le-serment.html?vid=435791>

Ce bilan a été publié une première fois le 4 mars 2011.

<http://www.critictoo.com/bilans-de-saisons/the-promise-entre-passe-et-present-au-coeur-du-conflit-israelo-palestinien-serie-complete-christian-cooke-claire-foy-peter-kominsky-channel-4/>

1-6 Livre: Handala ou l'emblème de la révolte palestinienne.

Handala, le petit personnage créé par le caricaturiste Naji al-Ali, est l'une des figures les plus connues du monde arabe. Plus que tout autre, depuis des décennies, il symbolise le citoyen mis à l'écart par des pouvoirs dictatoriaux et dont les aspirations ont suscité la révolte actuelle. C'est donc une heureuse initiative que, pour la première fois en français, soit publié un recueil de ses dessins, sous le titre *Le Livre de Handala*. J'en ai écrit la postface, que vous trouverez ci-dessous

Quelque part là-haut, assis sur un nuage, Naji al-Ali doit regarder ce qui se passe en bas avec une pointe d'amusement, un sourire en coin et, surtout, une infinie satisfaction : tous les maux qu'il avait dénoncés avec férocité, toutes les oppressions du monde arabe sont désormais dénoncés par des centaines de milliers de manifestants, du Maroc à l'Irak, de la Tunisie à Bahreïn. Bien sûr, il n'est pas dupe. Il sait que la lutte n'est pas terminée, que les tyrans ont plus d'un char dans leur sac, que la Palestine ne sera pas libérée demain. Mais, pour quelques instants, comme nous, il savoure l'instant présent, les succès incontestables déjà obtenus.

Un dessin de juillet 1980 montre une affiche sur un mur, surmontée de cette injonction, « Wanted ! » : celui qui est recherché n'est pas un simple criminel ou un vulgaire assassin, mais l'ennemi public n° 1 de tous les régimes, le peuple. C'est lui le vrai coupable, c'est lui qu'il faut enfermer, c'est lui qu'il faut punir. C'est cette humiliation permanente, ce mépris profond des dirigeants pour leurs peuples comme pour les individus qui le composent, qui a été à l'origine de la révolte de 2011.

On ne sait jamais pourquoi les révolutions éclatent à tel moment plutôt qu'à tel autre. L'étincelle qui, pour paraphraser la formule de Mao Zedong, a mis le feu à la plaine en Tunisie est pourtant emblématique de cette insupportable humiliation. Un jeune, titulaire d'un baccalauréat, ne trouvant pas de travail, devient marchand des quatre saisons. Harcelé sans arrêt par la police, il voit, un jour de décembre 2010, sa marchandise confisquée ; désespéré, il se suicide. Il mourra le 4 janvier 2011. Mohamed Bouazizi n'est pas un militant politique, un opposant, mais un homme ordinaire qui cherche comme des centaines de milliers d'autres à gagner sa vie. Il subit l'arbitraire, comme tous les Tunisiens. Tel commerçant veut-il étendre son magasin, il doit payer un pot-de-vein au fonctionnaire du parti unique, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) ; tel homme d'affaires veut-il une licence d'exportation, il doit aussi payer une dîme ; tel citoyen veut-il le renouvellement d'une carte d'identité, nouvelle taxe. Et malheur à celui qui refuse... Et ne parlons pas de ceux qui s'opposent au régime : dans les années 2000 croupissent dans les prisons des milliers de prisonniers politiques, pour la plupart islamistes, battus, torturés, assassinés. Et la presse unanime chante les louanges du président et de sa femme... En Egypte, c'est une autre « affaire policière » qui déclenche le mouvement. Le 6 juin 2010, un jeune blogueur

d'Alexandrie, qui avait dénoncé deux policiers se partageant de la drogue, est arrêté ; il décédera au commissariat. Une page Facebook est créée à son nom pour dénoncer les brutalités policières, une pratique pourtant « banale ». Cet arbitraire total qui rend chaque citoyen vulnérable est une caractéristique commune de tous les pays arabes. Les moukhabarat, la police secrète honnie, déployaient leur toute-puissance : il n'était pas rare que des personnes arrêtées soient maltraitées, torturées ou tuées, parfois pour des raisons politiques, souvent sans aucune raison. La publication en janvier 2011 par WikiLeaks des télégrammes en provenance de l'ambassade américaine au Caire ont confirmé la réalité de ces pratiques, qui n'empêchaient pas les Etats-Unis ou l'Union européenne de saluer ce fidèle allié de l'Occident.

Présent jusque dans la vie quotidienne, cet arbitraire sans limite, qui mettait les citoyens à la merci des forces de l'ordre ou de fonctionnaires corrompus, a servi de détonateur à la révolte de 2011. En finir avec ces humiliations, retrouver une dignité bafouée, telle est l'aspiration des manifestants, du Caire à Tunis. C'est ce cri de « karama », de « dignité », qui a servi de ciment aux revendications de toutes les couches de la société. La peur a désormais disparu et, quels que soient les aléas du mouvement – et il est évident qu'il y aura des avancées et des reculs –, ce qui s'est passé est désormais irréversible. « Quand une fois la liberté a explosé dans une âme d'homme, les dieux ne peuvent plus rien contre cet homme-là » (Jean-Paul Sartre, Les Mouches).

Dans une autre série de dessins, Naji met en scène quelques dirigeants arabes se partageant les richesses et privant leur population du minimum nécessaire à la survie. Quand il publie ces dessins, dans les années 1970 et 1980, il dénonce notamment l'accaparement des richesses pétrolières. Naji n'a pas connu le pire, les années 1990 et 2000. C'est le démantèlement de l'Etat, né des indépendances, qui avait assuré à ses citoyens un minimum de protection, une certaine couverture sociale, un accès à l'enseignement. Il se délite sous les coups de boutoir des politiques néolibérales, de la corruption et de la mondialisation.

La libéralisation entamée dans les années 1990 s'est accompagnée du bradage des entreprises d'Etat, d'enrichissements personnels fabuleux, d'une incroyable prédation des richesses nationales – la fortune des familles de Ben Ali et de Moubarak est évaluée à plusieurs dizaines de milliards de dollars (le produit national brut de la Tunisie dépasse à peine 70 milliards de dollars). Célébrés par les rapports élogieux des organisations financières internationales, les chiffres de croissance affichés par les champions du libéralisme économique – Le Caire, Tunis ou Amman – masquaient mal une pauvreté grandissante et des inégalités abyssales. Dénoncer ce fabuleux écart entre « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas » aurait certainement fait les délices de Naji. Depuis plusieurs années, des mouvements sociaux avaient éclaté en Egypte – grèves ouvrières et luttes paysannes, notamment – comme en Tunisie (Gafsa), en Jordanie ou au Yémen. Mais jamais encore ne s'était exprimée ouvertement et massivement cette volonté de transformation politique. L'exemple tunisien a fait sauter un verrou en rendant possible l'impensable : la chute, en quelques semaines, d'un dictateur sous les coups de boutoir d'une révolte populaire.

Pour une fois, Handala aurait pu se réjouir. Naji al-Ali a vécu à une époque charnière dans le monde arabe, celle de la vague révolutionnaire qui a suivi la défaite de la Palestine en 1948 et la renaissance arabe, puis de sa défaite en juin 1967. Cette vague a été marquée par la prise du pouvoir au Caire, le 23 juillet 1952, par des « officiers libres » dirigés par Gamal Abdel Nasser – il a alors 16 ans. Plusieurs événements ponctuent cette période : la révolution algérienne, déclenchée le 1er novembre 1954 ; l'accession du Maroc et de la Tunisie à l'indépendance ; de puissantes manifestations contre le régime du roi Hussein en Jordanie ; des mouvements sociaux et des tentatives de coups d'Etat en Arabie Saoudite. A partir du Caire, la radio La Voix des Arabes galvanise ces mouvements, qui débouchent en 1958 sur la création de la République arabe unie (RAU), regroupant l'Egypte et la Syrie. Puis, le 14 juillet, des officiers renversent la monarchie irakienne. En 1962, le même scénario qu'en Irak se déroule au Yémen, tandis que s'intensifie la lutte contre les Britanniques autour d'Aden et de ce qui deviendra le Yémen du Sud. En 1964 naît à Jérusalem l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), tandis que le Fatah lance sa première opération armée contre Israël le 1er janvier 1965. Cette vague s'accompagne d'une volonté de récupérer les richesses nationales, contrôlées par l'étranger. Nasser nationalise la Compagnie du canal de Suez en juillet 1956 ; si la tentative de prise du contrôle du pétrole par le pouvoir de Mossadegh en Iran a échoué à la suite de son renversement en 1953 par un coup d'Etat orchestré par Washington et Londres, la revendication du contrôle de l'or noir s'étend et se renforce. Cette vague, profondément nationaliste, va se heurter à un rejet non seulement des puissances traditionnelles, mais des Etats-Unis, qui, certes, ne sont pas mécontents des difficultés françaises ou britanniques, mais n'acceptent pas la volonté d'indépendance des nouveaux régimes et, surtout, leur refus de s'engager dans des pactes antisoviétiques. Malgré certaines fluctuations, Washington va combattre ces aspirations et devenir la cible des nationalistes, qui se rapprochent de Moscou. Des études historiques ont montré à la fois cette crainte permanente de l'Union soviétique de la part des Occidentaux, qui voient partout au Proche-Orient la « main de Moscou », et le peu de réalité d'une telle peur, dont les conséquences seront pourtant désastreuses, car elle amènera les Occidentaux à tout faire pour affaiblir les mouvements nationalistes, y compris en aidant les mouvements islamistes les plus réactionnaires. Cette vague, nous l'avons dit, se brisera sur la guerre de juin 1967 et la défaite des armées arabes face à Israël. Les raisons de cet échec sont multiples : interventions occidentales ; incapacité des nouveaux régimes à engager leur pays sur la voie du développement économique ; autoritarisme grandissant au nom de la dénonciation de la « démocratie parlementaire », qui s'accompagne d'une mise au pas des syndicats, d'un système de parti unique, de limitations grandissantes de la liberté d'expression. Naji al-Ali a alors 31 ans et, comme tous ceux de sa génération, il en est profondément affecté. Ses dessins montrent son ralliement à la résistance palestinienne, à la lutte armée, non seulement pour libérer la Palestine, mais aussi pour libérer le monde arabe.

Ce n'est pas seulement parce qu'il en est originaire que Naji accorde une importance centrale à la Palestine. Pour toute la génération arabe de l'après-1967, elle n'est pas seulement une cause juste à défendre, mais aussi une cause qui peut servir à la libération de toute la région, à sa transformation. Naji déchantera assez vite, en voyant à la fois la manière dont les régimes arabes, qui craignent plus leurs propres peuples que leurs ennemis déclarés, utilisent cette cause pour brider les libertés et les droits individuels tout en collaborant avec les Etats-Unis, ennemi numéro un des peuples arabes. Lors de la guerre du Liban de 1982, il restera à Beyrouth sous les bombes, ne doutant jamais de la victoire que symbolise son personnage Handala, qui, pour une fois, est présenté de face, agitant deux drapeaux, l'un palestinien, l'autre libanais.

Très critique de la direction palestinienne, et notamment de Yasser Arafat, Naji aura eu au moins la joie d'assister aux premiers mois de l'Intifada, qui éclate à Gaza en décembre 1986 avant de s'étendre à toute la Cisjordanie et à Jérusalem-Est, préfigurant avec vingt-cinq ans d'avance, les formes du soulèvement des peuples arabes en 2011. Naji aurait sûrement vu dans la chute de Hosni Moubarak un immense espoir, non seulement pour le peuple égyptien, mais pour faire avancer la cause palestinienne. Aucun dirigeant arabe n'avait mieux servi les intérêts israéliens et américains, aucun n'avait porté un tel tort à la cause palestinienne.

S'il est encore un peu tôt pour dessiner les contours de la future politique extérieure égyptienne, tous les observateurs admettent que la Maison-Blanche a perdu un allié fidèle, un ami loyal sur lequel, avec Israël, reposait sa stratégie régionale depuis trente ans – l'Egypte participa notamment à la guerre contre l'Irak (1990-1991). Ces dernières années, M. Hosni Moubarak avait pris la tête de la croisade contre la « menace iranienne » ; il avait réussi à entretenir l'illusion d'un « processus de paix », faisant pression sur l'Autorité palestinienne pour qu'elle poursuive les négociations, accueillant régulièrement à Charm el-Cheikh des dirigeants israéliens dont tout confirmait qu'ils ne souhaitaient aucun accord de paix ; il avait participé au blocus de Gaza et contribué à faire échouer toutes les tentatives de réconciliation entre le Hamas et le Fatah, même celle qui avait été négociée par un autre pays « modéré », l'Arabie Saoudite (accords de La Mecque, février 2007).

Durant le soulèvement de cet hiver, quelques manifestants brandissaient des pancartes en hébreu affirmant qu'il s'agissait de la seule langue comprise par M. Moubarak : celle des dirigeants israéliens. Le Conseil suprême des forces armées, qui exerce pour l'instant le pouvoir au Caire, a tenu à rassurer Washington et Tel-Aviv en confirmant que le pays respecterait ses engagements internationaux – une référence aux accords de Camp David (1978) et à la paix israélo-égyptienne signée en 1979. Mais on a pu déjà mesurer le changement sur le dossier palestinien : non seulement le Premier ministre égyptien a confirmé que son pays lèverait rapidement le blocus de Gaza, mais Le Caire a joué un rôle majeur dans la réconciliation entre le Fatah et le Hamas. Que cette décision ait été prise au moment où s'esquisse un rapprochement entre Téhéran et Le Caire est significatif.

Naji al-Ali a été assassiné le 22 juillet 1987 à Londres. Les commanditaires du meurtre ne seront jamais retrouvés. Il se serait sans aucun doute réjoui de l'extension des Intifada à tout le monde arabe, même si le chemin est encore long pour une libération réelle. Les tâches à accomplir sont gigantesques, les contradictions entre les forces qui ont conduit le mouvement (notamment sur la question sociale) restent profondes. Nul ne peut sous-estimer les résistances des pouvoirs établis ni les retours en arrière possibles. Mais une page est désormais tournée, les peuples arabes sont devenus à nouveau des acteurs de leur destin. Et les dessins de Naji al-Ali les accompagneront sur le chemin qui reste à parcourir.

Paris, mai 2011.

Le Livre de Handala, préfacé par Plantu, est disponible sur Internet. Mais, surtout, n'hésitez pas à le commander : Scribest Publications, BP 10077, Hoenheim, F-67802 Bischheim Cedex. 15 euros.

Une pièce de théâtre inspirée de ses dessins est en tournée en France

<http://blog.mondediplo.net/2011-06-16-Quand-Naji-revait-du-reveil-arabe>

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 La bande de Gaza est plus près que jamais d'une catastrophe sanitaire.

Adham Abou Salmiya, porte-parole du ministère palestinien de la santé, a confirmé que la crise des médicaments frappe de plein fouet la bande de Gaza. Il confirme que c'est une vraie crise de laquelle on se rapproche de jour en jour. Il faut des actions concrètes, pas des paroles : « L'histoire ne pardonnera jamais ceux qui peuvent résoudre le problème et qui ne le font pas ».

Dans un communiqué dont notre Centre Palestinien d'Information (CPI) a reçu une copie, Abou Salmiya a précisé qu'il y a plus de 178 médicaments dont les réserves sont totalement épuisées, et 190 qui sont sur le point de s'épuiser. Plusieurs opérations chirurgicales ont été reportées pour cette raison. Plusieurs hôpitaux ne travaillent à plein régime pour la même raison.

Tout le monde doit réagir, surtout « les Arabes et les Musulmans », qui « sont appelés à intervenir immédiatement et sans hésitation afin de sauver les hôpitaux et les centres médicaux de la bande de Gaza qui souffrent de ce manque critique en médicaments et en accessoires médicaux ».

10 juin 2011

CPI

2-2 Rabbin David Weiss : "Israël est l'exemple flagrant du terrorisme dans le monde" .

Le Rabbin Weiss a déclaré qu'Israël est l'exemple flagrant du terrorisme dans le monde.

Selon l'Agence de presses Qods, David Weiss, rabbin anti-sioniste membre du mouvement «Neturei Karta» a ajouté lors de sa participation à la Conférence internationale de deux jours à Téhéran, que tant qu'Israël continuera ses massacres et son occupation on ne pourra pas être témoin d'une paix générale. Ce rabbin anti-sioniste, en rappelant que le Judaïsme n'est pas le Sionisme a indiqué qu'il restera jusqu'à la fin aux côtés des Palestiniens. Weiss a considéré la RII comme le porte-étendard de la lutte contre le terrorisme.

26/06/2011

<http://french.irib.ir/info/politique/item/122148-isra%C3%ABl-est-l%E2%80%99exemple-flagrant-du-terrorisme-dans-le-monde-rabbin-david-weiss>

2-3 Droits de l'homme palestinien : Si l'occupation dépasse les limites avec les prisonniers, cela fera exploser les prisons.

Un centre de droits de l'homme palestinien pour les affaires des détenus a mis en garde les autorités de l'occupation sioniste contre la poursuite de la provocation des prisonniers en leur imposant davantage de mesures punitives, qui conduira à une explosion de la situation dans les prisons de l'occupation.

Raafat Hamdouna, directeur du Centre des détenus pour les études, a affirmé dans la presse lundi : « Israël a dépassé toutes les lignes rouges dans son traitement des détenus sur le plan politique avec les déclarations de Netanyahu, sur le plan moral avec les prétentions du membre de la Knesset Miri Legev du Likoud, et au niveau pratique, suite à l'annonce du directeur général des services pénitentiaires, Aharon Franco, concernant les sanctions contre les prisonniers ».

Hamdouna a appelé à une prise de position et de mesures pour un soutien médiatique, juridique, populaire, et international. Il demande de même aux forces nationales et islamiques, aux institutions palestiniennes, aux organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme, et aux groupes de pression internationaux à travailler pour le soutien des détenus dans leurs démarches à venir, afin de « *les protéger du meurtre alors qu'ils sont entre les mâchoires de l'occupant* ».

27/06/2011

[Palestine-info.cc](http://palestine-info.cc)

3 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Wikileaks : Offensive israélienne contre Gaza à l'hiver 2008/09 : les Etats-Unis voulaient bloquer l'enquête de l'Onu.

Selon des documents Wikileaks, l'ambassadrice américaine à l'Onu, Susan Rice, aurait été en première ligne pour saper les efforts des Nations Unies visant à faire la lumière sur l'offensive israélienne à Gaza en 2008.

Les Etats-Unis ont agi en sous-main pour aider Israël à contrecarrer le travail d'enquête de l'ONU sur de possibles crimes de guerre commis lors de l'offensive israélienne à Gaza à l'hiver 2008/09, selon des documents WikiLeaks publiés par le site Foreign Policy, apprend-t-on mardi 19 avril.

Sur le même sujet [Pourquoi le juge Goldstone a retourné sa veste](#)

L'ambassadrice américaine à l'ONU, Susan Rice, aurait été en première ligne pour saper les efforts des Nations unies visant à faire la lumière sur l'opération "Plomb Durci", explique Foreign Policy, un site américain spécialisé dans les affaires étrangères qui publie une série de notes diplomatiques dévoilées par WikiLeaks.

"L'affaire doit être classée"

Le 4 mai 2009, Susan Rice s'est entretenue à trois reprises avec le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon. Elle essaie de le convaincre de supprimer d'un rapport sur les sites des Nations unies à Gaza touchés par l'offensive des recommandations appelant à une enquête plus large sur le sujet.

Susan Rice souligne alors qu'une telle enquête n'est "pas nécessaire" et que l'affaire doit être "classée", selon un câble diplomatique américain.

Devant l'insistance de l'ambassadrice, Ban Ki-moon, au départ réticent, finit par lâcher du lest et se voit "remercié" pour Susan Rice pour ses "efforts exceptionnels", selon un câble diplomatique.

"Crimes de guerre"

Plus tard en 2009, les Etats-Unis exercent de nouvelles pressions pour limiter les investigations lancées par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, qui a nommé le juge sud-africain Richard Goldstone à la tête d'une commission d'enquête sur d'éventuelles violations des droits de l'homme lors de l'opération à Gaza.

Publié en septembre 2009, le rapport Goldstone accuse Israël et des groupes armés palestiniens à Gaza de "crimes de guerre", voire de "crimes contre l'humanité" lors de l'offensive qui a coûté la vie à 1.440 Palestiniens et 13 Israéliens.

Israël a demandé son retrait après que son auteur a dit avoir affirmé à tort que l'Etat hébreu avait visé intentionnellement des civils lors de l'offensive contre Gaza.

La publication du rapport Goldstone a coïncidé avec de nouveaux efforts américains pour relancer les négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens.

"Contrôler" le rapport

Lors d'une rencontre avec le vice-ministre israélien des Affaires étrangères Dany Ayalon, Susan Rice explique que les "Etats-Unis examinent toujours le rapport et restent préoccupés concernant (...) de nombreuses recommandations", selon une note révélée par WikiLeaks.

Elle lui demande ensuite d'aider Washington "à avancer sur le processus de paix", soulignant que le rapport Goldstone "serait plus facile à contrôler si des progrès sont enregistrés".

Nouvelobs.com avec AFP

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110419.OBS1562/guerre-de-gaza-les-etats-unis-voulaient-bloquer-l-enquete-de-l-onu.html>

3-2 Ziad Medoukh : Et les civils de Gaza, qui les protège ?

Depuis 63 ans, le peuple palestinien ne souffre pas seulement des mesures atroces de l'occupation israélienne, mais aussi et notamment, du silence d'une communauté internationale complice des crimes israéliens contre sa population civile.

Les appels lancés à cette communauté restent sans écho et ne parviennent à changer quoique ce soit sur le terrain. Tout un peuple continue de subir les agressions, voire les massacres commis par un État criminel, au mépris du droit international et de toute valeur humaine.

On assiste actuellement à des attaques sanglantes menées par les forces d'occupation israélienne contre la population civile de Gaza, enfants, femmes, vieillards innocents, contre leurs maisons, leurs fermes, leurs jardins.

Ces enfants pensaient qu'ils pouvaient aller paisiblement à l'école, ils pensaient qu'ils pouvaient jouer en toute liberté, sans peur, ils se croyaient protégés par les droits de l'enfant, par le droit international, par des conventions internationales de protection des civils.

Les civils pensaient que, dans ce monde-là, les puissants utilisaient la force militaire pour protéger les peuples, prétexte avancé au sujet de la Libye. Oui, mais ils ont oublié que la Palestine n'est pas la Libye, ils ont oublié que, dans la bande de Gaza, l'armée israélienne utilise même des armes interdites pour les écraser, pour assassiner les habitants, hommes, femmes, vieillards et les enfants dont elle tue l'innocence, dont, avant tout, elle anéantit les rêves.

Toute attaque contre des civils, où que ce soit, est condamnable. Or, la veille de l'attentat de Jérusalem du 23 mars dernier, attentat que le monde entier, y compris les médias, a unanimement réprouvé, à l'Est de Gaza, cinq civils, dont trois enfants de 9 à 11 ans, ont été tués par un missile israélien. Ces trois enfants jouaient au ballon dans la rue, devant leur maison : il n'y a pas de stade, ni de centre de loisirs pour eux, à cause de la situation économique et du blocus inhumain imposé par l'occupant israélien. Trois enfants sont morts sans que personne ne bouge pour mettre au pas cet État créé sur le sang et la souffrance des Palestiniens.

Dans ce monde où prime l'intérêt, les États-Unis dépendent totalement des électeurs sionistes, l'Europe divisée est incapable de réagir, elle suit la politique américaine pro-israélienne et les Nations-Unies sont manipulées par ces puissances. Les organisations internationales des droits de l'homme ne parviennent pas à faire entendre leur voix concernant ces violations. On abandonne tout principe humain, toute valeur de paix, de liberté, on ignore ces droits soit -disant défendus par un monde dit libre.

Nous, Palestiniens, attendons une solution juste et durable, nous attendons un changement dans le comportement de cette communauté internationale, nous attendons de sa part une décision courageuse aux yeux de l'histoire, nous attendons une application du droit international vis à vis de cet État qui viole ce droit. Et pour nous, dans cette expectative, une question se pose :

Et les civils de Gaza ?

Et les enfants de Gaza ?

Et les femmes de Gaza ?

Qui les protège ?

C'est à la fois une interrogation et un appel, mais surtout et avant tout, un appel, un simple appel à la conscience mondiale !

Ziad Medoukh

Ziad Medoukh est enseignant de français à l'université Al-Aqsa de Gaza et coordinateur du Centre de la Paix

Source : [Info-Palestine](#)

3-3 Mehdi Dares - Nazem Roya : Les guerres secrètes de l'alliance saoudo-israélienne.

Comme le dit le vieux dicton chinois, les crises des uns peuvent être l'opportunité des autres.

Tel-Aviv, Washington et l'OTAN profitent des révoltes soudaines qui ont lieu dans le monde arabe. Ainsi, ils ne se contentent pas seulement de lutter contre les aspirations légitimes des peuples arabes, voire ils gèrent intelligemment la scène géopolitique arabe dans le cadre de leur stratégie pour dominer l'Eurasie.

Les conflits sectaires en Égypte : un moyen d'affaiblir l'État égyptien

De nos jours, l'Égypte est dirigée par un gouvernement militaire qui est un mouvement opposé aux objectifs et développements révolutionnaires. Malgré l'insistance croissante du peuple égyptien, l'ancien système existe toujours.

Toutefois, les fondements de ce système commencent à devenir de plus en plus instables au moment où le peuple égyptien devient plus radical dans ses revendications.

Comme ce fut le cas à l'époque de Moubarak, le régime militaire permet aussi la propagation du sectarisme dans un effort pour créer des divisions dans la société égyptienne. Au début de l'an 2011, quand les Égyptiens ont vivement attaqué les bâtiments du gouvernement ils ont découvert des documents secrets montrant que le régime égyptien était derrière les attaques contre la communauté chrétienne en Égypte.

Récemment, des extrémistes salafistes ont attaqué des minorités en Égypte, non seulement des Chrétiens, mais aussi des Musulmans chiïtes. Des militants égyptiens ainsi que des dirigeants dans les communautés coptes et chiïtes en accusent le gouvernement militaire au Caire, Israël et l'Arabie Saoudite.

De fait, le gouvernement militaire de l'Égypte, Tel Aviv et les Saoudiens, font tous partie d'une alliance sinistre. Ce rassemblement constitue l'épine dorsale de la structure impérialiste américaine dans le monde arabe. Ils dépendent de Washington. Ils demeurent victorieux dans la mesure où les États-Unis dominent le Sud-ouest de l'Asie et l'Afrique du Nord. Les Saoudiens coopèrent actuellement avec Washington pour établir un gouvernement islamique supposé en Égypte. Ce travail est réalisé par des partis politiques financés et organisés par les Saoudiens. Ainsi les soi-disants mouvements salafistes, constituent une partie essentielle et primordiale de ce gouvernement. Il semble également que le mouvement des Frères musulmans, ou du moins certaines de ses filiales, ont été élus pour faire partie de ce gouvernement (pour gagner leur confiance en les intégrant dans le groupe existant).

L'alliance saoudo-israélienne et la politique de la division

L'alliance entre les Saoudiens et Tel Aviv est devenue plus claire et flagrante ces dernières années. Cette alliance secrète saoudo-israélienne se trouve dans le cadre d'une plus vaste alliance entre le Golfe et Israël. Cette dernière est établie par le biais d'une alliance stratégique entre les familles royales en Arabie Saoudite et les Cheikhs arabes dans le golfe Persique. Israël et les familles royales du Golfe constituent ensemble, la ligne de front pour Washington et l'OTAN contre l'Iran et ses alliés dans la région. De plus, cette alliance travaille aussi en faveur de Washington, pour déstabiliser la région, puisque les racines du chaos dans la région du Sud-ouest de l'Asie et l'Afrique du Nord sont le produit de cette alliance entre le Golfe et Israël.

En harmonie avec la politique des États-Unis et de l'Union européenne, cette alliance entre Israël et les dirigeants arabes du Golfe a aidé à créer les divisions ethniques entre les Arabes et les Iraniens, les divisions religieuses entre les Musulmans et les Chrétiens, et les divisions sectaires entre les Sunnites et les Chiïtes. C'est la politique de division ou de sédition, qui a aidé à préserver les familles régnantes du Golfe au pouvoir et de tenir Israël à sa place. Israël et les familles régnantes du Golfe ne peuvent pas rester sans la zizanie régionale.

Tel-Aviv et les Saoudiens sont les auteurs de la division du Hamas et Fatah, ainsi que l'exclusion de la bande de Gaza de la Cisjordanie. Ils ont travaillé ensemble dans la guerre de 2006 contre le Liban afin d'écraser le Hezbollah et ses alliés politiques. L'Arabie saoudite a également collaboré à propager le sectarisme et la violence sectaire et confessionnelle au Liban, en Irak, au Golfe Persique, en Iran, et maintenant en Égypte.

Israël et les émirats du Golfe ont aidé Washington à neutraliser l'Iran et ses alliés, ainsi que toute forme de résistance contre les États-Unis au Sud-ouest de l'Asie et en Afrique du Nord. C'est pourquoi le Pentagone arme fortement Tel-Aviv et les Cheikhs du Golfe. De même, Washington fabrique des boucliers anti-missiles en Israël et dans les émirats arabes contre l'Iran et la Syrie.

L'iranophobie

L'alliance entre Israël et les émirats du Golfe a été utile pour créer une vague d'iranophobie (phobie de l'Iran) dans le monde arabe. Le but ultime de l'iranophobie est de transformer l'Iran aux yeux de l'opinion publique arabe en un ennemi des peuples arabes, et donc détourner l'attention des véritables ennemis du monde arabe, en particulier les puissances néo-coloniales, qui occupent des terres arabes et les contrôlent.

L'iranophobie est un état d'esprit et un moyen de propagande. L'objectif stratégique est d'isoler l'Iran et de ré-imaginer la scène géopolitique du Sud-Ouest de l'Asie et de l'Afrique du Nord.

En outre, elle a été utilisée par les familles gouvernantes du Golfe, allant des Émirats arabes unis vers l'Arabie saoudite et le Bahreïn, comme une fausse excuse pour la répression de leur peuple, la revendication des libertés fondamentales et les droits démocratiques dans ces émirats.

La coalition du 14 Mars au Liban, qui constitue un groupe d'agents relevant du Golfe et des Américains ainsi que des alliés d'Israël, a également utilisé l'iranophobie et «la politique de division» dans une tentative d'attaque du Hezbollah et ses alliés au Liban. L'objectif est d'affaiblir et de saper les relations libano-Iraniennes et syro-libanaises. De plus, la coalition du 14 Mars, notamment le parti du Futur, contrôlé par Hariri, a importé des combattants salafistes appartenant à Fatah al-Islam dans le but d'attaquer le Hezbollah. Ce parti a également joué un rôle dans le projet israélo-saoudien visant à déstabiliser la Syrie et la supprimer de la "masse politique résistante."

Mehdi Dares - Nazem Roya

Traduit par: Sara Hussein

11 juin

Global Research-Mehdi Dares Nazem Roya

28 mai 2011

Source : La résistance islamique au Liban

<http://www.french.moqawama.org/...>

3-4 Natasha Mozgovaya* et l'agence Reuters : D'anciens officiers israéliens de haut rang esquissent une nouvelle initiative de paix.

[Autrefois chef d'état-major de Tsahal, chef du Mossad, directeurs du Shin Beth [1] ou dirigeant du parti travailliste, tous appartiennent au groupe d'une quarantaine de personnalités israéliennes qui dessinent, « à la lueur des événements dramatiques au Moyen-Orient », les contours d'une nouvelle initiative de paix.

Au nombre des propositions, l'établissement d'un État palestinien à Gaza et dans la quasi totalité de la rive occidentale du Jourdain, Jérusalem-Est incluse ; l'attribution de compensations financières aux réfugiés palestiniens et l'autorisation accordée à un petit nombre d'entre eux de revenir dans leurs anciennes maisons ; la restitution à la Syrie du plateau du Golan.

Mais avant toute chose, ce plan se donne pour objectif de pousser le gouvernement israélien à « renouer immédiatement des pourparlers de paix ».]

D'anciens patrons des services israéliens de sécurité ont brossé le schéma d'une nouvelle initiative de paix, pensée comme une plate-forme dont ils espèrent user afin de pousser le gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahu à relancer avec les Palestiniens des pourparlers actuellement au point mort.

Un porte-parole a confirmé mardi les grandes lignes de ce plan, précisant qu'il se fondait sur une initiative arabe de 2002 qu'Israël s'était gardé d'adopter, car elle appelait au rapatriement des réfugiés et au retrait de la totalité des territoires conquis pendant la guerre de 1967.

Une quarantaine de personnalités israéliennes, parmi lesquels d'anciens dirigeants politiques "colombe", comme d'anciens chefs du Mossad, du Shin Beth et de l'armée, sont venus soutenir le projet, annonçant qu'ils rendraient leurs idées pleinement publiques le lendemain mercredi.

Ce plan a été conçu « à la lueur des événements dramatiques au Moyen-Orient », allusion aux soulèvements populaires contre un pouvoir autocratique qui enflamment le monde arabe depuis janvier ; il se donne pour objectif de pousser le gouvernement à « renouer immédiatement des pourparlers de paix », d'après une déclaration collective.

À l'origine de cette initiative, un groupe comprenant l'ex-chef d'état-major de Tsahal Amnon Lipkin-Shahak, les anciens chef du Mossad Dany Yatom et directeurs du Shin Beth Yaakov Perry et Dany Ayalon, comme l'ex-général et dirigeant du parti travailliste Amran Mitzna, candidat premier ministrable [2] lors des élections de 2002.

S'exprimant devant l'agence Reuters sous condition d'anonymat, un porte-parole du groupe a corroboré les propos des *media* affirmant que ce plan presse Israël d'accepter la formation d'un État palestinien à Gaza et dans la quasi-totalité de la rive occidentale du Jourdain, Jérusalem-Est incluse.

Une éventuelle compensation financière destinée aux réfugiés palestiniens y est proposée, ainsi qu'un partage de souveraineté à Jérusalem, les quartiers largement peuplés de Palestiniens étant placés sous leur contrôle tandis que les zones juives seraient gouvernées par Israël.

Les réfugiés pourraient se voir offrir un dédommagement et un petit nombre d'entre eux seraient autorisés à retrouver leurs anciennes maisons en Israël, a ajouté le porte-parole.

Les Palestiniens veulent un État sur l'ensemble de la rive occidentale du Jourdain et de la bande de Gaza avec la Jérusalem-Est arabe pour capitale et un règlement de la question des réfugiés. Ils se sont refusés à tout commentaire sur l'initiative, disant qu'ils attendent, avant toute chose, d'en voir le texte.

Le plan appelle également au retrait complet des forces israéliennes du plateau du Golan, territoire pris à la Syrie au cours de cette même guerre de 1967, en échange de garanties en termes de sécurité régionale et de projets économiques, toujours selon le porte-parole.

Un exemplaire en a été montré au Premier ministre Benjamin Netanyahu, sans qu'il fasse aucun commentaire en public.

En réaction à ces documents, qui lui ont été présentés par *Ha'aretz*, le State Department [3] a déclaré : « Nous sommes impatients d'en savoir plus sur l'initiative israélienne de paix et croyons qu'elle pourrait constituer une contribution positive à la recherche de la paix. »

Les tentatives de reviviscence des pourparlers de paix entre Israël et les Palestiniens ont jusqu'ici échoué, et ces derniers concentrent leurs efforts sur la mise en place du soutien international à une déclaration unilatérale d'indépendance devant les Nations unies en septembre prochain.

Certains dirigeants israéliens redoutent qu'une telle stratégie ne les isole sur la scène diplomatique. Au sein de son cabinet, quelques-uns des ministres de Netanyahu l'ont pressé de prendre l'initiative de présenter un nouveau plan pour sortir de l'impasse.

« Nous pensons être dans notre bon droit, mais de nombreux autres pays de par le monde ne semblent pas partager notre point de vue, ce qui est désastreux », nous a confié un ministre refusant d'être nommé.

« Nous devons faire un pas et abattre notre jeu », a-t-il dit, ajoutant qu'il n'était pas certain que Netanyahu le ferait.

NOTES

[1] De même que "Tsahal" forme l'acronyme de *Tsvath Haganah Le-Israël*, ou "armée de défense d'Israël", les lettres "Shin" et "Beth" composent celui de *Shérouté Beta'hon*, les "services de sécurité" intérieure d'Israël ; tandis que le *Mossad*, littéralement "l'Institut", en constitue les services de renseignements à l'étranger.

[2] Élu maire (travailliste) de Haïfa après avoir pris sa retraite de l'armée, Amran Mitzna fut nommé secrétaire général de son parti en 2002, devenant ainsi *de facto* "premier ministrable". La loi israélienne veut en effet qu'à l'issue de l'élection à la proportionnelle et par scrutin de liste d'une nouvelle Knesseth, le président de l'État confie le soin de former un gouvernement (presque toujours de coalition, faute de majorité absolue) à la tête de liste de la formation la mieux placée – ce qui ne fut pas le cas du parti travailliste lors des législatives de 2003.

[3] Le ministère américain des Affaires étrangères.

Natasha Mozgovaya

* Correspondante en chef de *Ha'aretz* aux États-Unis depuis 2008, Natasha Mozgovaya a été journaliste à *Vesty*, journal d'expression russe en Israël, puis à *Yedioth A'haronoth*.

Elle a couvert le retrait unilatéral de la bande de Gaza en 2005, et le conflit de 2006 à la frontière libanaise ; fait des reportages sur les trafics d'êtres humains en provenance d'Europe de l'Est, la flambée du sida en Afrique, ou les émeutes post-électorales au Kenya ; et suivi de près l'évolution des événements dans l'ex-Union soviétique ces dix dernières années. Inquiet de ce qui se passe en Palestine et en Syrie.

Natasha Mozgovaya* et l'agence Reuters

Traduction : Tal pour La Paix Maintenant

La Paix Maintenant

4 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 La solution Friedman!

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

L'éditorialiste du « New York Times », Thomas Friedman, a trouvé la solution pour résoudre le conflit israélo-palestinien: réactiver le plan de partage de l'ONU de 1947!!!

Depuis son confortable fauteuil new-yorkais, le journaliste estime « qu'il faut accéder à la demande des Arabes palestiniens d'en revenir au point où tout a commencé c'est à dire à la résolution 181 du 29 novembre 1947", oubliant de rappeler que ce sont les Arabes eux-mêmes qui l'avaient unanimement et belliqueusement rejetée à l'époque! Et si déjà « il faut retourner où tout a commencé »....Friedman et les Palestiniens prennent certains risques!!!

Le journaliste estime tout de même « qu'il faudra apporter quelques petits arrangements à ce plan de partage avant de le proposer au Conseil de Sécurité ».

Friedman souhaite que l'ONU proclame une nouvelle fois « que la Palestine historique sera partagée en deux Etats, et que les frontières exactes seraient fixées par les deux parties ». Là aussi, il fait preuve d'ignorance volontaire en omettant que la « Palestine historique », sur laquelle devait s'appliquer la Déclaration Balfour, comprenait également la partie orientale du Jourdain, devenue « Transjordanie » par un coup de baguette magique britannique. « Et une fois les frontières fixées et les deux Etats créés », croit savoir ce génie de la géopolitique, « des négociations commenceront sur les autres points!!!

S'il fait dans l'humour ou s'il est définitivement incompetent.

Par ailleurs, Friedman estime « que les Etats-Unis sont dans une logique de confrontation inévitable au mois de septembre: soit avec la communauté juive américaine s'ils n'opposent pas de veto à un Etat palestinien, soit avec le monde arabo-musulman s'ils opposent un veto ».

<http://www.israel7.com/2011/06/la-solution-de-friedman/>

4-2 Gilad Atzmon : Le Mur.

Le Mur est une pièce de théâtre basée sur l'expérience personnelle de Douglas Watkinson qui fait réfléchir.

A l'âge de 60 ans, David s'est rendu dans un cimetière anglais en Israël.

Pour la première fois de sa vie il va sur la tombe de Ralph, son père qui est mort à 25 ans en 1947 dans un attentat à la bombe perpétré par le gang juif Stern.

La pièce relate la rencontre unique de David, un Anglais d'une soixantaine d'années avec son père décédé qui était un jeune caporal anglais à l'époque du Mandat britannique. C'est une rencontre qui permet au spectateur d'assister à 60 ans de brutalité israélienne à travers les yeux d'un caporal anglais enterré en terre étrangère avec des milliers de ses pairs. La pièce est un dialogue bien construit entre un fils de soixante ans, un gentleman endoctriné qui a grandi dans l'Angleterre de l'après-guerre et un père que la mort a libéré et qui ose appeler les choses par leur nom.

La pièce est un voyage au cœur du conflit israélo-palestinien.

Elle ose examiner le rôle de l'Angleterre dans la création d'une énième guerre sans fin.

Elle est aussi assez courageuse pour explorer et mesurer la cruauté des groupes terroristes juifs envers l'armée anglaise.

Elle va plus en profondeur que la plupart des commentateurs et des universitaires car elle a le courage d'aborder honnêtement la distinction imaginaire entre les juifs, Israël et le sionisme. Ralph est de toute évidence indifférent au politiquement correct ; il considère les sionistes et les Israéliens pour ce qu'ils sont, c'est à dire des juifs. Au début de la pièce David n'est absolument pas d'accord et il soutient que les juifs sont bons et pleins de compassion.

La seule chose qu'il admette est que les Israéliens et les sionistes puissent poser quelque problème.

A mesure que la pièce progresse, David devient lui-même victime de la brutalité israélienne. En visite chez des Palestiniens, il tombe amoureux de la Palestine et ressent une empathie immédiate pour la souffrance des Palestiniens. D'un jour à l'autre David se transforme en avocat de la cause palestinienne. Il rencontre alors des soldats israéliens à un checkpoint et il a affaire à un arrogant lieutenant israélien de l'organisation du renseignement national (MIT), un nouvel immigrant juif étasunien qui se prétend propriétaire d'une terre qui appartient à un autre peuple. Il rencontre aussi une femme sergent roumaine qui lui apprend ce que c'est que la grossièreté israélienne.

Ces incidents suffisent à transformer David en un militant contre le mur de séparation. Inutile de dire qu'à ce stade il ne porte plus la vieille cravate de son école anglaise, c'est désormais l'ample foulard palestinien qui pend à son cou.

Au fur et à mesure que la pièce se déroule, nous assistons à 60 ans de vengeance impitoyable perpétrée par de nouveaux arrivants, des gens qui n'appartiennent pas à la Palestine. On peut les appeler Israéliens ou sionistes ou juifs, peu importe, peu importe leur nom et peu importe ce qu'ils sont, ce qu'il faut, c'est les arrêter.

La pièce se joue encore pendant une semaine. Si vous vous trouvez à Londres, il faut aller la voir. Cette pièce est une nouvelle preuve que l'art et la beauté sont la voie royale qui mène à la justice car l'art réussit précisément là où les intellectuels, les politiciens, les militants, les journalistes et la soi-disant Gauche, ont si lamentablement échoué.

Gilad Atzmon

Gilad Atzmon est né en Israël et il a servi dans l'armée. Il habite à Londres et est l'auteur de deux romans : *A Guide to the Perplexed* et *My One and Only Love* qui vient de sortir. Atzmon est aussi un des plus grands saxophonistes d'Europe

jeudi 2 juin 2011

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10698

4-3 Silvia Cattori - Entretien avec Giorgio S. Frankel : 'Israël ne cédera jamais les territoires occupés'.

Les dirigeants israéliens affirment être « prêts à faire la paix » avec les Palestiniens. En réalité les gouvernements qui se sont succédé n'ont jamais eu la moindre intention de faire la paix. Ils se sont au contraire servis du dit « processus de paix » pour continuer leur politique de destruction et de déshumanisation, non seulement de la Palestine mais aussi d'autres pays et peuples du Proche et Moyen Orient. Ils ont pu continuer de massacrer et d'expulser le peuple palestinien hors de sa terre sans jamais subir de sanctions.

L'écrivain Giorgio S. Frankel, met en relief dans cet entretien la complicité de ces journalistes partisans - et gouvernements occidentaux - dans l'expansion de l'État juif et dans la prolongation des souffrances du peuple palestinien.

Silvia Cattori : Comme vous le savez quand il s'agit des crimes commis par l'armée israélienne contre les Arabes, la presse n'est pas du tout neutre. N'êtes-vous pas vous-même un de ces journalistes qui, dans le passé, a contribué à peindre une image idyllique d'Israël ?

Giorgio S. Frankel [1] : Oui, dans le passé, j'ai participé à cette propagande sioniste parce que j'ai grandi dans un contexte favorable à Israël. Donc j'avais absorbé cette culture. Dans un certain sens la presse et les médias occidentaux contribuent activement à perpétuer l'image et l'idéologie d'Israël. Il y aurait ici un long discours à faire sur le pouvoir des forces pro-israéliennes dans la presse et les médias.

N'oublions pas que pratiquement tous les correspondants des journaux étasuniens en Israël sont des Juifs pro-israéliens. Nombre d'entre eux ont servi volontairement dans les forces armées israéliennes. Donc ce phénomène existe. Un des piliers de la puissance israélienne dans le monde est cette capacité à perpétuer la narration israélienne et à continuellement modifier l'histoire pour la réécrire de façon favorable à Israël. Par exemple plus de 40 années sont maintenant passées depuis la guerre de juin 1967. Plus personne quasiment ne se souvient de la façon dont elle a commencé. La littérature pro-israélienne écrit avec désinvolture que ça a été une guerre dans laquelle Israël a dû se défendre d'une agression arabe. Cette agression n'a jamais existé. C'est Israël qui en juin 1967, à la fin d'une longue crise politique avec la Syrie, a attaqué l'Égypte par surprise. On écrit aujourd'hui qu'Israël a dû mener une guerre de défense après une agression arabe. C'est un exemple.

Silvia Cattori : Le fait que les correspondants états-uniens envoyés en Israël soient, comme vous le soulignez, « quasiment tous des Juifs pro-israéliens » est certainement un problème. Mais, à votre avis, ne voyons-nous pas le même phénomène dans les pays européens ?

Giorgio S. Frankel : L'Europe a eu une attitude partagée jusqu'à il y a quelques années. Dans un passé pas très lointain, l'Europe tendait davantage à sympathiser avec les Palestiniens. Dans les années 70 et 80, l'Italie était manifestement plus pro-arabe que pro-israélienne. L'attitude européenne a changé après l'attaque du 11 septembre 2001, quand s'est déchaînée dans le monde cette politique anti-arabe. L'attaque a été identifiée comme une offensive arabe contre le monde occidental. Après ce virage une hostilité croissante envers l'Islam s'est diffusée dans le monde occidental.

L'islamophobie en Europe a été transmise par les États-Unis. Aujourd'hui, l'Europe -la politique des pays européens alignés après le 11 septembre sur les positions états-uniennes et la guerre d'Irak- poursuit une politique anti-arabe. Cette islamophobie croissante est en grande partie alimentée, partagée, soutenue par Israël. Il faut savoir que les Européens les plus racistes, comme le Hollandais Gert Wilders, et d'autres racistes nordiques, sont aujourd'hui considérés comme des héros en Israël. Gert Wilders est régulièrement invité à tenir des conférences même dans les universités israéliennes.

On a cette attitude aussi dans les médias européens ; un peu moins dans les médias britanniques. Mais, en effet, pour de nombreuses raisons, Israël est arrivé à imposer son langage, son récit des épisodes proches et moyen orientaux. Les Israéliens ont un grand pouvoir, ils ont une grande capacité de propagande. Les Palestiniens ne disposent pas de cette force. Les Arabes n'ont pas cette capacité. Israël a pris le contrôle petit à petit. Il y a employé beaucoup de temps. Il a maintenant pratiquement le contrôle des communautés juives en Europe et aux États-Unis. Autrefois ce n'était pas comme ça. Autrefois les communautés juives critiquaient la politique d'Israël. Ainsi, si nous pensons à la propagande en faveur d'Israël, celle-ci n'est pas faite par des émigrés : elle est faite par des Juifs états-uniens qui en partagent la culture, le langage. Ce ne sont pas des étrangers. Les Juifs états-uniens sont pleinement intégrés, membres du Congrès, journalistes. La propagande pro-israélienne est renforcée de ce fait.

Silvia Cattori : Quand ce contrôle politique d'Israël sur le monde juif a-t-il pris ce virage ?

Giorgio S. Frankel : Il faut rappeler qu'à l'origine le sionisme était seulement hébergé dans le monde juif, surtout chez les Juifs états-uniens. Il a fallu beaucoup de temps pour que les sionistes arrivent à s'affirmer. Ceci, entre autres, est une des origines historiques de l'arrogance notoire, de la propension à la violence du sionisme. Le sionisme est devenu arrogant et politiquement violent justement à cause de son expérience aux États-Unis, quand il devait s'affirmer dans le judaïsme états-

unien. Surtout après la deuxième guerre mondiale. Les Juifs du monde entier ont toujours eu une attitude très favorable et très sentimentale à l'égard d'Israël. Si l'on doit parler de virage, c'est après la guerre de juin 1967 qu'il y a eu un virage important. Cette guerre est très importante dans l'histoire d'Israël. Elle a créé dans la mentalité israélienne un sentiment de sécurité et de puissance. Ainsi il y a toujours eu une dialectique entre Israël et le judaïsme, quant à celui qui devait dominer l'autre. Mais après la guerre de 1967, les gouvernements israéliens ont décidé que c'était à eux qu'il revenait de dominer le monde juif. Cela s'est fait petit à petit.

Silvia Cattori : Donc, à votre avis, la propagande des autorités israéliennes, qui a toujours consisté à dénigrer et déshumaniser les Arabes et les musulmans, sert, entre autres, à impliquer et à obtenir l'adhésion totale des Juifs au projet sioniste de domination et de destruction du peuple palestinien ?

Giorgio S. Frankel : La peur des peuples musulmans a grandi après le 11 septembre. Cet événement a permis aux forces israéliennes de désigner le monde musulman comme un ennemi historique du monde occidental, ennemi avec lequel on ne peut pas faire la paix. En Europe, pour des raisons historiques, qui remontent aux Croisades, il y a cette peur ancestrale des musulmans. Après le 11 septembre il a été facile de relancer cette peur.

Silvia Cattori : Cette propagande israélienne contre le monde arabe et musulman a réussi jusqu'à présent, avec l'aide de nos journalistes et gouvernements, à masquer de graves crimes comme l'épuration ethnique, l'annexion de Jérusalem, les massacres qui se répètent. Il est difficile de comprendre que des crimes aussi graves et massifs ne posent pas un problème moral aux Juifs qui soutiennent l'État qui les commet en leur nom. Nous voyons même des journalistes progressistes, des militants de groupes « Juifs pour la paix » tenir un discours qui « épargne » et dans un certain sens « légitime » le projet raciste de l'État exclusivement juif. Seuls quelques petits groupes marginaux ont toujours soutenu clairement le droit au retour des Palestiniens [2]. Ceci n'a-t-il pas toujours été une manière de légitimer la politique d'un État dont le projet raciste, dont l'idéologie violente, a vidé la Palestine de ses habitants ?

Giorgio S. Frankel : C'est extrêmement compliqué. Si l'on s'en tient à des phases de la négociation israélo-palestinienne, les négociateurs palestiniens eux-mêmes disent implicitement que si l'on faisait un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza, le retour des réfugiés serait compris dans l'État palestinien ; qu'ils se contenteraient d'une déclaration de la part d'Israël d'une assomption de responsabilité historique du drame des Palestiniens chassés en 1948 ; qu'Israël pourrait ne laisser entrer que quelques dizaines de milliers de Palestiniens. Dans le plan de paix proposé par le roi d'Arabie saoudite en 2002, confirmé en 2007, n'est pas mentionné explicitement le droit au retour, mais une solution négociée entre Israël et les Palestiniens. Dans l'hypothèse d'une solution « deux États » le problème est de savoir si cette solution « deux États » est possible, avec Israël à l'intérieur des frontières de 67, et un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Pendant ces dix dernières années, on a continué à parler de « deux États pour deux peuples ». Ce qu'on a vu, peut-être définitivement en 2010, c'est que maintenant cette solution n'est absolument pas possible, parce qu'Israël a pris la moitié des terres confisquées en 1967 pour construire des colonies.

Israël ne cédera jamais ces territoires palestiniens. Ce qui est apparu c'est qu'Israël n'est pas pressé : qu'Israël veut arriver, avec le temps, à la domination de tout le territoire. La domination totale de la Cisjordanie et de Gaza. Ce qui implique de fait, par conséquent, l'expulsion des Palestiniens qui y vivent.

Silvia Cattori : L'Autorité de Ramallah, et les dirigeants de l'OLP -compromis dans des « processus de paix » qui ont permis à Israël de continuer à coloniser la Cisjordanie - ont renoncé aux droits légitimes de leur peuple, en pensant obtenir en échange leur « État » palestinien. Arriveront-ils à avoir cet État ?

Giorgio S. Frankel : Oui, en effet. Même le président Yasser Arafat était sur cette position : si nous faisons un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza, nous ne prétendons plus au droit au retour. Dans les négociations avec Israël le droit au retour a été utilisé comme une carte négociable. Ce qui était important pour les dirigeants palestiniens était d'avoir leur État en Cisjordanie et à Gaza. Cet État désormais n'existera jamais plus. Il est possible que ces dirigeants palestiniens soient aujourd'hui en collusion avec Israël. Qu'ils soient donc pratiquement des fantoches d'Israël. Après toutes ces négociations ils n'ont absolument rien obtenu. Les conditions de vie des Palestiniens ont empiré.

N'oublions pas que depuis qu'en 1993 a eu lieu la rencontre entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin, la fameuse poignée de main à la Maison Blanche, les Israéliens ont continué à exproprier des terres en Cisjordanie, à chasser les Palestiniens de leurs maisons pour développer leurs colonies. En ces 17 années on a amplement démontré qu'Israël n'a pas la moindre intention de faire une paix qui porterait à la création d'un État palestinien en Cisjordanie et Gaza.

Quand les dirigeants israéliens parlent d'un État palestinien ils ne disent jamais où il devrait naître. Pour eux, l'État palestinien est la Jordanie. Leur objectif est de renverser la monarchie jordanienne et d'envoyer là-bas tous les Palestiniens. Voilà la doctrine : la Jordanie est la Palestine pour les Israéliens. Tout leur discours se trouve là. Les Israéliens n'ont jamais été disposés à restituer les territoires conquis en 1967. Jamais. Donc la question du droit au retour pour Israël ne se pose pas comme un objectif réaliste. Le problème est celui-ci : la formule des deux États n'est plus possible. Alors y aura-t-il un État qui comprend Israël, l'actuelle Cisjordanie et Gaza ? Il faut voir si cet État sera un État unique (binational), comme dit Ilan Pappé. Ou bien si ce sera un État dominé par les Israéliens dans lequel les Palestiniens ne seront jamais démographiquement en majorité mais seront soumis à la « domination juive ». Ils pourraient même en être chassés...

Silvia Cattori : Cette éventualité, selon vous, est-elle probable ?

Giorgio S. Frankel : Je pense qu'Israël - même si c'est une grande puissance mondiale, une puissance militaire, nucléaire et technologique - est en réalité en train d'aller au désastre. Vers un collapsus intérieur. Les indices en sont cette folie croissante de la classe dirigeante israélienne. On a vu cette dernière année justement l'escalade de racisme en Israël. Racisme envers les Arabes citoyens d'Israël. Il y a en Israël des manifestations de racisme contre les Arabes, de xénophobie envers les travailleurs étrangers, de xénophobie envers la composante russe. Il y a des fractures croissantes dans le monde juif entre ashkénazes et séfarades, entre blancs et noirs falashas. Toute la société israélienne est en train de se fragmenter, de couler et de se dégrader en un complexe de haine raciale envers tout le monde. Israël a une attitude de plus en plus hostile envers le reste du monde. Un rien suffit pour créer des incidents diplomatiques.

Alors que des générations de jeunes juifs états-uniens sont de plus en plus désenchantées vis-à-vis d'Israël. Ce qui signifie qu'Israël risque le collapsus, si des choses extérieures n'interviennent pas. La classe dirigeante israélienne est d'un niveau de plus en plus bas. L'intelligentsia israélienne est de plus en plus basse. Israël ne produit pas de culture, ne produit pas d'idées, ne produit pas de projets. Il produit des armes, des installations électroniques ; mais il ne produit pas de culture. Sa classe politique est de plus en plus corrompue économiquement, culturellement et dans ses coutumes. Un ex-chef de l'État israélien a été condamné pour violence sexuelle. Ceci est exemplaire de la corruption israélienne actuelle.

Israël est voué au déclin. Ce déclin peut être accéléré par le fait qu'Israël est complètement lié aux États-Unis. Aujourd'hui sa politique se révèle très dangereuse parce que la situation intérieure états-unienne est de plus en plus grave. L'avenir d'Israël est plein de doutes.

Silvia Cattori : Et pourtant Israël n'apparaît pas comme étant dans une position de faiblesse mais de domination. Il ne souffre pas de crise économique. Sa monnaie est forte et stable. Il continue à tenir tête au monde ; à ne pas céder de terrain et à poursuivre, sans être perturbé, sa politique de purification ethnique des Palestiniens. Il est même en mesure de revendiquer des concessions de plus en plus humiliantes, pour rendre impossible toute solution aux problèmes créés à ses voisins arabes. Malgré la gravité des crimes commis depuis plus de 60 ans, Israël non seulement n'est pas sanctionné mais est courtisé par nos gouvernements. Si Israël peut se comporter de façon aussi arrogante et violente, défier les grandes puissances, il doit y avoir une raison secrète qui a permis à tous les gouvernements israéliens de défier quiconque. Comment interprétez-vous cette arrogance croissante, sans précédent en politique internationale ?

Giorgio S. Frankel : C'est vrai. Les fondements de cette arrogance sont multiples. Un de ces fondements est la puissance atomique israélienne. Israël est peut-être la quatrième puissance atomique dans le monde. Dès les années 70, c'est-à-dire il y a presque 40 ans, on disait qu'Israël était capable d'exercer une menace nucléaire contre l'Union soviétique. Ceci expliquait pourquoi l'Union soviétique avait toujours été très prudente vis-à-vis d'Israël. Il y a quelques années seulement, un historien militaire israélien d'origine hollandaise, Martin Van Cleved, chercheur renommé et auteur d'études militaires, déclara dans une interview qu'Israël avait des armes atomiques pointées contre toutes les capitales du monde occidental. On parle beaucoup de cette doctrine Samson [3]. L'idée est celle-ci : si Israël se trouvait dans une situation telle qu'il lui semble être sur le point de succomber, alors il entraînerait le monde avec lui. Avant de succomber il lancerait des bombes atomiques sur l'Europe, sur le monde arabe et sur les États-Unis. Des scientifiques israéliens ont plusieurs fois affirmé que les Israéliens peuvent frapper n'importe quel point du globe.

Connaissant l'histoire et la mentalité israéliennes cette attitude peut apparaître rationnelle dans le sens d'une argumentation destinée à forcer les autres pays à respecter la volonté d'Israël. Après tout, un pays européen peut se demander pourquoi soutenir la cause des Palestiniens, si on risque d'être attaqué et bombardé.

Le fait qu'Israël puisse exercer un chantage atomique, direct ou indirect, qu'il puisse menacer de faire une guerre aux pays arabes ou à l'Iran en utilisant des bombes atomiques, déchaînerait une crise mondiale. Les possibilités d'utiliser directement un chantage atomique sont très nombreuses. Ceci est un fait, je dirais, fondamental.

Puis, le lien stratégique avec les États-Unis, qui a débuté après la guerre de juin 1967, a conféré à Israël un pouvoir international notable et une sorte d'immunité. Quoi que fasse Israël, les États-Unis le protègent. S'il y a une résolution en cours au Conseil de sécurité contre Israël, elle ne peut pas passer parce que les États-Unis, en tant que membre permanent, peuvent opposer leur veto.

Tout cela a donné à Israël un pouvoir notable, un degré d'impunité très élevé. Ensuite s'est créé dans le monde, je ne sais pas si c'est un mythe - mais étant donné que quasiment toutes les chancelleries le prennent au sérieux...- l'idée que, si des pays et des forces politiques veulent avoir de bons rapports avec les États-Unis, ils doivent avoir de bons rapports avec Israël. Il y a une propension dans nombre de pays du Tiers-monde à établir de bons rapports avec Israël de façon à ce qu'ensuite le lobby pro-israélien aux États-Unis soutienne ce pays. La Turquie l'a fait dans les années précédant le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan. Nombre d'autres pays l'ont fait. On a vu que ces pays qui ont eu de bons rapports avec Israël ont été gratifiés par les États-Unis.

Les raisons pour lesquelles Israël est aussi puissant aux États-Unis sont dues au fait qu'Israël a établi un contrôle sur le Congrès. Israël domine le Congrès aux États-Unis ; il le domine vraiment. Depuis des décennies, les Israéliens ont créé aux USA une série de structures, d'institutions appelées lobby israélien. Ce lobby est formé de diverses organisations spécialisées : il y a le lobby au Congrès, celui qui fait pression sur la Maison Blanche, celui qui s'occupe des sommets militaires, etc.

En tenant compte qu'il y a aux États-Unis 6 millions de Juifs aisés, ces organisations qui sont financées par le monde juif disposent de fonds énormes. L'une des plus importantes, l'AIPAC, a 100.000 adhérents. Elle a un pouvoir énorme. Ses membres envoient des fax, des e-mails aux députés, aux sénateurs, recueillent des fonds.

Une chose très importante dont les journaux européens ont peu parlé, mais les journaux israéliens oui, ainsi que certains journaux juifs, est le fait que, au début de l'année 2010, les rapports entre Obama et Israël étaient très mauvais. Obama était prêt à avoir une politique de pression de plus en plus dure à l'encontre d'Israël. C'est ce qu'il semblait. En mai, Obama a complètement changé et a cédé peu à peu à toutes les requêtes des Israéliens. Les journaux israéliens ont révélé que les principaux financeurs juifs du parti démocrate avaient coupé les financements. Les milliardaires juifs, en mars 2010, ont fait savoir qu'ils ne donneraient pas un dollar si Obama ne changeait pas de politique. Obama s'est retrouvé à la veille des élections de mi-mandat en difficulté politique avec son propre parti, qui avait perdu ses financements juifs. C'est donc une source de pouvoir.

Ajoutons aussi un autre facteur de pouvoir provisoire. Dans l'ère de la globalisation économique, Israël est devenu un élément structurel de ce super-pouvoir global qui s'est développé à partir des années 80 et 90. Dans l'élite mondiale qui a le pouvoir économique, etc...., Israël est une partie intégrante de cette structure de pouvoir. Ce pouvoir économique, plus le pouvoir stratégique militaire, dans la mesure où les États-Unis visent la domination du Moyen-Orient, renforcent le pouvoir militaire et stratégique d'Israël.

En 2003, quand les États-Unis ont attaqué l'Irak, les journalistes états-uniens et l'élite pro-israélienne disaient ouvertement que l'attaque contre l'Irak n'était que le début d'une stratégie vouée à démanteler le Moyen-Orient. Qu'après l'Irak, ce serait le tour de l'Égypte, puis de l'Arabie saoudite, etc. C'était la vision de l'époque. Ensuite la guerre contre l'Irak a mal tourné pour eux. Ce qui montre que le pouvoir militaire n'est valable que jusqu'à un certain point. Les États-Unis, malgré leur super-puissance militaire et technologique, perdent toutes les guerres. En voyant l'expérience des États-Unis nous pouvons garder à l'esprit que même pour la super-puissance israélienne les jours pourraient être comptés. Pour le moment Israël est une partie du super-pouvoir mondial. Mais ce pouvoir perd du terrain avec l'expansion du pouvoir asiatique.

Silvia Cattori : Vous avez étudié ce sujet. Vous connaissez la réalité de près. Mais pour les gens en général il est très difficile de comprendre que ce ne sont pas les Arabes et les musulmans le problème mais la politique conflictuelle israélienne. La pression continue exercée par Israël contre le programme nucléaire civil iranien en fait partie. Croyez-vous en une attaque possible de l'armée israélienne ou d'autres, contre des sites iraniens ?

Giorgio S. Frankel : Je n'y crois pas parce qu'Israël a commencé à menacer d'attaquer l'Iran au début des années 90 ; ça fait 20 ans que les autorités israéliennes répètent qu'elles vont attaquer l'Iran, que l'Iran est en train de fabriquer la bombe atomique, que l'Iran est une menace. Mais quand, dans l'histoire, un pays menace de faire la guerre et ne la fait pas pendant vingt ans, il ne la fera jamais.

Cette menace contre l'Iran sert à Israël pour maintenir un climat de tension au Proche et au Moyen-Orient. En menaçant plusieurs fois par an de faire la guerre à l'Iran, il crée une situation de péril aux États-Unis et en Europe. La probabilité qu'Israël attaque l'Iran est très faible. Mais si Israël attaque vraiment l'Iran, les conséquences mondiales seraient tellement catastrophiques que, même si tout le monde pense que la menace du gouvernement israélien tient du bluff, personne ne va vérifier si c'est vraiment du bluff.

Israël n'est pas en mesure d'attaquer l'Iran, il suffit de regarder une carte géographique. Il doit passer à travers d'autres pays. Il y a deux ans, les États-Unis firent un cadeau empoisonné aux Israéliens. Comme Israël parlait du danger iranien, les États-Unis envoyèrent en Israël un grand appareil radar qui contrôle le ciel autour du pays sur des centaines de kilomètres. Cette station est gérée par des militaires états-uniens. Elle fut présentée comme un geste de solidarité envers Israël ; en réalité les Israéliens ne sont pas très contents. Parce que les États-Unis savent exactement ce que font les avions israéliens. Les États-Unis ont affirmé de façon récurrente qu'ils ne veulent pas une guerre contre l'Iran, parce que ce serait une catastrophe.

Ce sont des périodes cycliques. De temps en temps les Israéliens sortent cette carte iranienne. On en parle pendant quelques semaines et puis ça s'arrête. Le général Moshe Yalon, vice-premier ministre et ministre pour les menaces stratégiques, a déclaré : le programme nucléaire iranien est en retard ; donc nous avons deux ou trois ans pour prendre une décision. Ceci est un message pour indiquer qu'en ce moment il n'y a pas de danger iranien. Ce danger sert aux Israéliens pour entretenir un climat de tension et contraindre les États-Unis et les Européens à faire certaines politiques. Les Israéliens espéraient créer un climat de tension suffisant pour provoquer un affrontement entre l'Iran et les pays arabes. Cette stratégie aussi a échoué.

Combien de temps a-t-il fallu aux autres puissances nucléaires pour fabriquer la bombe atomique ? Les États-Unis dans les années 40, quand on ne savait même pas à coup sûr qu'on pouvait faire la bombe atomique, y ont employé trois années. Israël a mis dix ans. Maintenant on dit depuis plus de vingt ans que l'Iran construit la bombe. C'est la bombe atomique la plus lente de l'histoire ! L'agence nucléaire qui doit contrôler la bombe atomique continue à dire qu'il n'existe pas d'indices de programme militaire.

La bombe iranienne sert à Israël pour créer des problèmes stratégiques dans la région. La grande peur d'Israël est qu'un dialogue politique ne s'ouvre entre les États-Unis et l'Iran. Après quoi l'Iran serait reconnu comme puissance régionale avec laquelle on doit parler et discuter.

L'autre puissance régionale qui est en train de s'affirmer est la Turquie. À présent Israël a des problèmes avec la Turquie parce qu'elle pourrait devenir la principale interlocutrice des États-Unis, du monde arabe et du monde musulman.

L'autre grande arme d'Israël est l'accusation d'antisémitisme. C'est une arme à laquelle les Israéliens ont un grand et immédiat recours. Toute forme de critique d'Israël est dénoncée comme acte d'antisémitisme. Au début cela faisait un grand effet ; aujourd'hui un peu moins ; tôt ou tard, elle perdra son importance. Quand on abuse de ces armes elles perdent leur valeur. Israël accuse tout le monde d'antisémitisme. Si un Juif critique Israël, on dit que c'est un Juif qui a la haine de lui-même.

A la fin, ça aussi ça s'écroulera. Parce que l'antisémitisme est une chose ; la critique d'Israël en est une autre.

D'antisémitisme, il y en a peu actuellement, dans le monde. S'il resurgit c'est parce que cette façon qu'ont les Israéliens d'établir une identité entre judaïsme et « israélien » est vraiment dégoûtante : c'est là un terrain très glissant.

Silvia Cattori : Pendant ces années d'offensive militaires par Tel Aviv, on a assisté, en France par exemple, à une intensification des accusations d'antisémitisme même de la part de militants de groupes de « juifs pour la paix ». Des accusations d'antisémitisme et de négationnisme, se sont mises à pleuvoir sur des journalistes ou des militants qui mettent en évidence l'idéologie qui a amené l'État juif à conduire des politiques inacceptables depuis le début [4]. Si comme vous le soulignez, critiquer la politique israélienne n'a rien à voir avec le racisme, que cherchez alors, en vérité, ceux qui accusent les gens d'antisémitisme ?

Giorgio S. Frankel : La grande erreur est celle commise par les communautés juives dans le monde en tant que, comme communautés juives, elles pensent avoir le droit de parler au nom d'Israël. De nombreux Juifs non Israéliens pensent pouvoir, en tant que Juifs, avoir le droit de soutenir Israël. C'est leur droit. Mais cela comporte que, tôt ou tard, on imputera aux Juifs non israéliens ce que font les gouvernements israéliens. D'autre part, quand Israël proclame qu'il veut être reconnu non seulement comme État juif, mais comme État national du peuple juif, cela veut dire qu'il demande, au niveau international, que lui soit reconnue une sorte de primauté aussi à l'égard des Juifs qui sont dans les autres pays. Cela devient très dangereux.

Silvia Cattori : Pourquoi dangereux ?

Giorgio S. Frankel : Parce qu'à la fin il est possible que, dans l'avenir, Israël veuille interférer dans la politique intérieure d'autres pays sous prétexte que ce pays a une politique hostile aux Juifs. Chirac refusa de participer à la guerre contre l'Irak.

Peu de temps après le premier ministre israélien Ariel Sharon déchaîna une politique hostile à la France en avertissant les Juifs français : faites vos valises, quittez la France, venez en Israël. A l'avenir les Israéliens pourraient se comporter comme si c'était à eux qu'il revenait de définir le destin des Juifs italiens ou français.

Silvia Cattori : Cette arme de l'antisémitisme a toujours permis à Israël de mettre les gouvernements qui ne suivent pas la ligne politique de Tel Aviv sous pression. Cela fait donc vingt ans qu'Israël essaie d'inciter le reste du monde à intensifier la pression contre l'Iran pour l'isoler, le sanctionner, en empêchant son développement normal. D'après vous, y arrivera-t-il ?

Giorgio S. Frankel : Je n'en suis pas convaincu, parce que l'Iran jusqu'ici est protégé par la Chine et en partie par la Russie. Il a de bons rapports avec ses voisins : Turquie, Irak et avec des pays comme l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Il a de bons rapports avec le Pakistan, avec l'Inde, avec les pays arabes du Golfe, en particulier avec le Qatar. Il est en train d'étendre sa présence diplomatique en Amérique latine. L'Europe suit la ligne dure : mais d'autres pays ne la suivent pas.

Les Israéliens mènent cette déstabilisation intérieure de l'Iran par le biais d'attentats, de massacres, etc. ; c'est ce qu'ils sont probablement en train de faire. Il faut voir s'ils vont y arriver.

Silvia Cattori : Israël seulement et pas les États-Unis [5] ?

Giorgio S. Frankel : Tous les deux. Mais surtout les Israéliens.

Silvia Cattori : Pourquoi « surtout les Israéliens » ? Ont-ils des moyens particuliers de pénétration et de manipulation des minorités ethniques ?

Giorgio S. Frankel : Le problème de la stabilité de l'Iran est très complexe. On peut entrer clandestinement dans plusieurs zones. Il y a des populations hostiles au gouvernement central. Le Kurdistan est la région la plus importante pour le pétrole. Une minorité sunnite y vit. Il suffit de leur fournir des financements pour l'entraînement et de leur fournir des armes. Ce genre d'opérations s'appelle « la guerre de l'ombre ». Les possibilités d'intervention sont nombreuses.

Silvia Cattori

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio (24.06.2011)

Texte original en italien (25.05.2011) : <http://www.silviacattori.net/article1639.html>

[1] Giorgio S. Frankel, analyste de questions internationales et journaliste indépendant, travaille sur le Moyen-Orient et le Golfe persique depuis le début des années 70. Il est l'auteur de : « L'Iran et la bombe », DeriveApprodi, Roma, 2010.

[2] Le droit au retour est permis par la loi : mais nos gouvernements et partis politiques, de même que les défenseurs d'une « juste paix » l'ont toujours ignoré, parce que reconnaître aux réfugiés palestiniens le droit au retour obligerait Israël à reconnaître les expulsions de 1948, 1967, 2000 et à admettre que sa « guerre d'indépendance » est en réalité un crime.

[3] « Option Samson » (ainsi appelée par des dirigeants israéliens d'après la figure biblique de Samson, qui abattit un temple philistin entraînant sa mort et celle de centaines de Philistins) suppose que face à une menace existentielle le projet nucléaire israélien comprend une attaque nucléaire contre les nations qui le menacent.

[4] Voir : « 1001 bugie su Gilad Atzmon » (« 1001 mensonges sur Gilad Atzmon »), de Gilad Atzmon, comedonchisciotte.net , 2 novembre 2006.

[5] Le journaliste Bob Wedford affirme que les services de la Cia, du Mossad et du MI-6 collaborent pour conduire des actions de sabotage contre l'Iran. En 2009 et 2010, l'Iran a arrêté plusieurs espions d'origine états-unienne entrés illégalement, parmi lesquels une femme qui possédait des « hidden spying equipment ». La France mène une diplomatie agressive contre l'Iran depuis que, en 2007, le président français Sarkozy a parlé de la possibilité de bombarder l'Iran. On se souviendra de l'appel de Bernard Kouchner aux nations, pour « se préparer au pire », à la « guerre » contre l'Iran.

Comité Valmy

lundi 27 juin 2011,

<http://www.comite-valmy.org/spip.php?article1591>

4-4 Le PCL appelle à aller plus avant...

Contre le régime confessionnel

Le Bureau politique du Parti Communiste libanais a étudié la situation qui prévaut dans le monde arabe en général, s'arrêtant notamment sur les combats que livrent les peuples arabes face aux contre-révolutions dirigées par les forces réactionnaires appuyées par les États-Unis et l'OTAN. Il s'est, surtout, arrêté sur ce qui se passe en Palestine et sur la situation catastrophique du Liban.

1. Le Bureau politique du PCL rend hommage, au nom de tous ses cadres et de tous ses militants, au peuple palestinien et à tous les martyrs et les blessés qui sont tombés dernièrement dans la lutte opiniâtre menée contre le nouveau complot sioniste-étasunien visant à liquider leurs droits au retour et à construire l'État palestinien ayant Jérusalem comme capitale. Il appelle les responsables palestiniens à poursuivre la lutte et à ne pas prendre en considération ni les appels lancés pour la tenue de conférences internationales ni ceux visant à reprendre les négociations, parce qu'ils vont tous dans le sens prévu pour reconnaître « L'État juif d'Israël » et lui donner toute l'aide nécessaire au détriment des droits du peuple palestinien.

2. D'autre part, le Bureau politique du PCL affirme son appui total et inconditionnel à toutes les Intifadas populaires et démocratiques qui se poursuivent depuis quelques mois déjà, à celles du peuple tunisien et égyptien, mais aussi de Bahreïn, du Yémen et de l'Irak. Ces soulèvements dont le but est de renforcer la lutte pour le changement face aux attaques des restes des dictatures appuyés par les États-Unis et l'OTAN.

Il voit dans les aller et venues des diplomates étasuniens, notamment Jeffrey Feltman, une tentative de la part de l'impérialisme de reprendre la situation en main à travers la création de luttes confessionnelles et tribales qui diviseraient le monde arabe en mini États antagonistes permettant ainsi la réalisation du projet du « Nouveau Moyen Orient »... Ainsi,

l'intervention (militaire surtout) dans les affaires intérieures de la Libye ne vise nullement à aider le peuple libyen à se débarrasser de la dictature ; bien au contraire, il suit la même voie qui avait déjà abouti à diviser le Soudan et que les impérialistes voudraient appliquer en Egypte, au Yémen, en Syrie et au Liban.

3. En ce qui concerne la Syrie, le Bureau politique du PCL réitère la position qu'il avait exprimée dans ses précédents communiqués quant à l'appui à ceux qui militent pour une réforme démocratique du régime préétabli, surtout que les responsables de ce régime continuent, depuis bientôt deux mois, à tergiverser sur ce point.

Le Bureau politique se déclare très inquiet de l'escalade de la violence et des divisions intestines dont le bilan se chiffre à plus d'un millier de morts et plusieurs milliers de blessés et de détenus. Il exprime aussi son inquiétude vis-à-vis de l'immixtion étrangère dans les affaires de ce pays basée sur des forces intérieures bien connues pour leur inféodation à l'impérialisme. Mais il croit qu'il est possible d'arrêter le bain de sang et de faire face à l'immixtion étrangère par l'accélération des réformes nécessaires et un rôle plus effectif accordé au Comité de dialogue qui doit regrouper des intellectuels et des personnalités politiques, sociales et économiques capables de procéder à un redressement de la situation qui mettrait fin à l'affrontement sanglant et sortirait la Syrie de la crise générale dans laquelle elle patauge.

4. Le Bureau politique du PCL a, enfin, étudié les derniers développements de la crise aigüe que vit le Liban et qui s'exprime par une paralysie complète des institutions du pouvoir et une situation dramatique sur le plan socio-économique.

Le bureau politique réaffirme, à ce propos, sa position concernant l'incapacité de la bourgeoisie libanaise, du fait de sa naissance et de son développement, à réaliser la réforme du régime préétabli, cette incapacité qui commence à devenir une menace réelle pour l'unité du Liban. Il appelle tous les partis progressistes et démocratiques ainsi que les associations syndicales, culturelles, sociales, les organisations des femmes et de la jeunesse à donner un nouvel élan à la campagne visant à en finir avec le régime confessionnel, et, ce, à travers des mouvements de masse visant à imposer:

- Une nouvelle loi électorale basée sur la proportionnelle en dehors de tout quota confessionnel, une loi qui permettrait une meilleure représentativité aux jeunes et aux femmes.

- Des statuts personnels civils donnant aux Libanaises et aux Libanais la possibilité de devenir des citoyens à part entière sur des bases de justice et d'égalité.

Beyrouth, le 8 juin 2011

www.info-palestine.net

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19